



Projet TCP/TUN/3502.

"Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au développement local"

Rapport de mission en Tunisie

24-30 avril 2016

Jean Philippe Tonneau

Consultant international

Contenu

Contexte de la mission :	3
Objectifs de la mission	3
Compte rendu des activités menées durant la mission.	4
Contacts avec les membres de l'équipe	4
Présentations des résultats	4
Participation aux travaux de l'atelier	5
Discussion des propositions d'amélioration et de formation. Programmation des activités.....	5
Annexes	9
Annexe 1 : Programme de l'atelier	9
Annexe 2 : Programme de la mission,.....	11
Annexes 3 et 4 : Diapositives, support des présentations.....	12

Contexte de la mission :

M. Tonneau, du Cirad TETIS, réalise une expertise pour le compte de la FAO dans le cadre d'un contrat auprès du projet "Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au développement local Projet TCP/TUN/3502, en tant que "consultant agroéconomiste, spécialiste en développement local et de la petite agriculture".

Les termes de références du contrat prévoient les objectifs suivants :

- Contribuer à la conception et à la discussion des questionnaires d'enquêtes et résultats des différents diagnostics élaborés dans le cadre du projet. Objectif 1.
- Identifier, synthétiser et partager avec l'équipe du projet des expériences intéressantes relatives au développement de la petite agriculture et au développement local dans d'autres pays. Objectif 2.
- Contribuer à la formulation des propositions d'amélioration. Objectif 3.
- Contribuer à la formulation du programme de formation. Objectif 4.
- Soumettre un rapport de fin de mission avec des recommandations Objectif 5.

Pour atteindre ces objectifs, les moyens suivants sont prévus : 45 jours de travail, dont deux missions de 10 jours en Tunisie.

La première mission a été effectuée du 24 avril au 1^{er} mai 2016. Le rapport présente les activités réalisées durant cette mission.

Objectifs de la mission

Les objectifs de la mission ont été définis d'un commun accord avec le Bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique du Nord (FAO-SNE) et la coordinatrice nationale du projet.

Le premier objectif était d'avoir des contacts présents avec l'équipe du projet et les responsables du Ministère.

Le second objectif était la présentation des résultats de l'étude "Petite agriculture et politiques publiques : revues d'expériences. Contribution au projet TCP/TUN/3502". Deux présentations ont été faites. La première l'a été durant "l'Atelier national de restitution des résultats PROJET TCP, Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au développement local". Cet atelier s'est déroulé sur deux jours les 26 et 27 avril et a réuni une soixantaine de membres du ministère et des partenaires, impliqués, à titre divers, dans le projet. Les participants venaient de Tunis et des trois gouvernorats où les diagnostics ont été réalisés. J'ai aussi fait une conférence ouverte à toutes les personnes intéressées par la question de la petite agriculture. Cette conférence s'est tenue à l'Ecole Nationale d'Administration le 28 avril. Une soixantaine de personnes y ont assisté.

Un troisième objectif était la participation à l'atelier (programme en annexe 1). J'avais déjà échangé sur le programme avec les organisateurs via internet. J'ai été présent lors de la dernière réunion de préparation le lundi 25 avril avec l'ensemble des membres de l'équipe du projet. Lors de cette réunion, nous avons décidé de mon rôle : outre la présentation des résultats de l'étude en début d'atelier, j'ai été chargé de suivre les débats et de les relancer si besoin en était. L'écoute attentive des débats m'a permis de mesurer le degré d'appropriation des enjeux par les participants et d'identifier les besoins en information.

Le quatrième objectif était de discuter avec les membres de l'équipe des propositions d'amélioration pour la petite agriculture et de formation. Ces points ont été abordés de manière informelle tout au long de la semaine et de manière formelle lors de la réunion de débriefing qui a eu lieu le vendredi 29 avril. Les discussions ont permis de finaliser la rédaction de ces propositions.

Par ailleurs, lors de cette réunion de débriefing, la programmation des prochaines étapes du projet a été discutée. De nouvelles activités ont été décidées. Un calendrier a été défini. La structure du rapport a été esquissée.

Le calendrier de la mission est présenté en annexe 2.

Compte rendu des activités menées durant la mission.

Contacts avec les membres de l'équipe

La mission a permis de rencontrer l'ensemble des consultants. Ces rencontres ont permis d'explicitier les remarques et les commentaires que j'avais faits sur les différents diagnostics (rapports "Environnement Institutionnel", "Juridique", "diagnostic des PEA") et de préciser tel ou tel point. Les contacts ont aussi permis de tisser des liens qui ont facilité le travail d'équipe, les rôles respectifs ayant été précisés.

Présentations des résultats

Les résultats de l'étude "Petite agriculture et politiques publiques : revues d'expériences" ont été présentés. Les power-points, supports aux présentations à l'atelier et lors de la conférence, sont présentés respectivement en annexe 3 et 4. Dans l'atelier, la présentation a insisté sur l'analyse des expériences brésilienne et marocaine, l'objectif étant de donner des éléments de réflexions pour le travail en groupes. Dans la conférence, l'accent a été mis sur des éléments de stratégie pour la petite agriculture. La présentation a ici utilisé des éléments issus de l'atelier.

La présentation dans l'atelier a mis en exergue les éléments constitutifs de la réalité de la petite agriculture à prendre en compte, à savoir :

- la diversité de la petite agriculture. Un concept unique est nécessaire pour défendre politiquement l'intérêt d'investir dans la petite agriculture. Mais la petite agriculture est diverse. La diversité doit être analysée avec soin.
- le dilemme de la petite agriculture : elle doit évoluer car ses conditions de production et de vie ne sont pas satisfaisantes, mais toutes les tentatives d'évolution semblent la condamner à la disparition. Partout, dans les processus de développement qu'ont connus les pays avancés, la petite agriculture a disparu. La recherche de la productivité mais surtout la volonté de produire des aliments, toujours à plus bas coût, a favorisé la concentration foncière. C'est le paradoxe de la petite agriculture française qui réussit si bien sa modernisation qu'elle en disparaît, perdant aussi les valeurs qui avaient fait sa force : attachement à la terre, à la famille, aux produits de qualité.
- l'incertitude. Penser un projet futur pour la petite agriculture est difficile car les incertitudes sont grandes dans un monde en évolutions profondes et rapides.
- les enjeux sociaux, économiques et politiques de la petite agriculture, en premier lieu les questions d'emploi des jeunes, question cruciale pour l'ensemble des pays.

Lors de la conférence, j'ai principalement dessiné les contours de ce que pourrait être une stratégie pour le développement de la petite agriculture.

J'ai d'abord explicité la notion de stratégie qui est constituée d'une vision, traduite en objectifs et mobilisant des moyens organisés. J'ai ensuite dessiné quelques éléments d'une stratégie. J'ai ensuite justifié le choix, que je crois obligatoire, du développement de la petite agriculture en Tunisie pour des raisons sociales, politiques et environnementales, en particulier pour la question cruciale de l'emploi. J'ai enfin dessiné quelques orientations pour une stratégie, à savoir :

- Reconnaître la petite agriculture familiale telle qu'elle est. Le projet pour la petite agriculture doit s'appuyer sur ce qu'est la petite agriculture, ses caractéristiques profondes. L'enjeu est de la renforcer et non de la transformer, en pensant un projet à sa mesure qui prennent en compte la diversité territoriale et sociale.
- Penser en termes de développement rural et non de strict développement agricole en investissant dans les zones rurales pour diversifier les activités et promouvoir un développement global.
- Enrichir les connaissances sur la petite agriculture par des programmes ad-hoc de recherche mais aussi de statistiques agricoles, basés sur une typologie détaillée des différents types d'agriculture présentes en Tunisie.
- Garantir l'accès à la terre, selon le principe "la terre à qui la cultive" et faciliter la transmission intergénérationnelle par des mécanismes d'accès au crédit foncier.
- Créer un paysage institutionnel spécifique pour la petite agriculture en renforçant les institutions publiques dédiées à l'agriculture et en appuyant l'émergence et le renforcement des organisations professionnelles
- Favoriser l'expérimentation technique et sociale en mobilisant les connaissances de l'ensemble des acteurs, dans des processus collectifs de recherche-action.

Participation aux travaux de l'atelier

La position d'observateur, même si je suis parfois intervenu à la demande des animateurs de groupes de travail, m'a permis, d'une part, d'enrichir les propositions pour une stratégie de développement de la petite agriculture et, d'autre part, de percevoir les besoins en formation.

Discussion des propositions d'amélioration et de formation. Programmation des activités.

Les propositions pour une stratégie de développement ont été discutées avec les responsables du ministère, l'équipe du projet, les participants de l'atelier et l'auditoire de la conférence. Lors de la discussion, l'ensemble des participants ont convenu que le plus important, au-delà des propositions, était de garantir un processus de dialogue avec l'ensemble des acteurs concernés par la question de la petite agriculture en Tunisie, dans la continuité des différents ateliers.

Dans cette perspective, un certain nombre d'orientations pour la continuité des actions ont été retenues. Ces orientations sont d'abord organisationnelles.

- Constituer un réseau permanent de compétences sur la petite agriculture. Il s'agit de maintenir et de consolider le réseau des personnes ressources ayant participé activement aux différentes activités du projet.
- Formaliser le processus d'élaboration de la stratégie de développement de la PEA dans un manuel de procédure spécifique à la Tunisie. Ce manuel sera l'un des résultats principaux du projet pour répondre à la nature du projet qui se veut pilote, à la fois, dans l'approche et la méthode.
- Développer la formation

La discussion a ici porté sur quelques propositions en matière de formation que j'ai suggérées, l'idée étant d'organiser quatre à cinq sessions de formation, dans un ensemble logique, d'ici la fin du projet, en parallèle aux activités menées (cf. encadré n° 1). L'objectif serait de garantir la pleine participation des acteurs (ministères, ONGs, organisations professionnelles..) en organisant de manière plus formelle et plus continue, la réflexion commune, tout en donnant à ces acteurs les éléments théoriques, méthodologiques et contextuelles nécessaires. La formation permettrait aussi de présenter, de discuter, de modifier et de valider les recommandations proposées par l'équipe du projet.

Par rapport à ces propositions de formations, les discussions ont abouti aux conclusions suivantes :

- les thématiques proposées méritent une plus grande discussion même si les orientations pédagogiques sont validées (sessions d'une journée par thème, journée structurée en présentation du concept, présentation de la méthode, et présentation, discussion et validation des résultats et des propositions d'actions d'amélioration). Le programme devra prendre en compte les propositions formulées lors du groupe de travail du 27/04.
- Le groupe cible de chaque session de formation ne devra pas dépasser 20 à 25 personnes sélectionnées selon leurs domaines de compétence, issus de l'administration, de la profession ou de ONGs. La continuité d'un même groupe pour les différentes sessions serait un plus.
- Le choix des formateurs est très important et doit être réalisé avec soin.
- Comme les actions d'amélioration seront discutées, le pilotage de cette formation doit être fait par des membres de l'équipe du projet selon leur disponibilité.

Des orientations techniques ont aussi été décidées pour compléter les travaux.

- Finaliser la caractérisation socio-économique des petites exploitations agricoles par l'établissement d'une typologie qui permettrait de mieux connaître la diversité de la petite agriculture en Tunisie, d'appréhender les différents niveaux de vulnérabilité, et de mieux cibler les actions d'amélioration. Cette étape apparaît indispensable à l'élaboration du plan d'amélioration prévu par le projet.
- Documenter l'expérience tunisienne sur la petite agriculture. La Tunisie a développé de nombreuses études depuis l'indépendance. Ces études font partie du patrimoine scientifique tunisien. Elles permettront de mettre en perspective les expériences étrangères, de mesurer les évolutions qu'a connues la petite agriculture et d'évaluer les programmes gouvernementaux mis en œuvre.
- Communiquer et valoriser les résultats du projet (une maquette en arabe et français).

Compte tenu de ces orientations, mes termes de références ont été complétés. Il m'a été demandé de m'impliquer dans la rédaction des termes de références des experts nationaux, chargés de la réalisation de la typologie et de l'analyse des expériences tunisiennes. Par ailleurs, j'ai été sollicité pour appuyer la réalisation de la typologie, d'abord en participant à la définition de la méthodologie à mettre en œuvre.

En parallèle aux discussions, un plan du rapport de fin de projet a été élaboré. Le rapport sera organisé en un résumé, une introduction, une conclusion et quatre parties.

La première partie (chapitre de contextualisation) présentera :

- Le concept de la petite Agriculture,
- La petite agriculture dans les politiques tunisiennes de développement agricole et rural. (quels enseignements ?).
- Le projet TCP 3502 : contenu, objectifs, et méthodologie.

La seconde partie sera consacrée à la caractérisation socio-économique des petites exploitations agricoles (PEA) en Tunisie et analyse du cadre institutionnel et juridique. La troisième partie sera constituée de propositions pour un plan de développement de la petite agriculture. La quatrième partie développera les besoins en renforcement de compétences nécessaires pour la mise en œuvre du plan de développement.

Encadré 1: Des propositions de formation

Objectifs :

Renforcer les compétences des acteurs impliqués dans la définition de la stratégie de développement de la Petite agriculture en Tunisie.

Formaliser un cadre d'analyse théorique et méthodologique de la petite agriculture en Tunisie.

Discuter à la lumière de ce cadre d'analyse les produits et propositions du projet.

Finaliser et valider les principales orientations pour une stratégie de développement de la petite agriculture en Tunisie.

Développer un pilote des formations nécessaires à la mise en œuvre du plan de développement de la petite agriculture.

Orientation stratégique

Six sessions d'une à deux journées. Chaque session est consacrée à une thématique prioritaire pour la définition de la stratégie pour le développement de la petite agriculture. Chaque session serait organisée en trois temps pédagogiques. Le premier sera consacré à une introduction théorique (le quoi et le pourquoi), le second à des orientations méthodologiques (comment faire ?), le troisième à une discussion des produits du projet et à la formalisation de recommandations pour la mise en œuvre de la stratégie de développement de la petite agriculture en Tunisie.

Participants

Les "policy makers", participants aux discussions pour la définition de la stratégie de développement de la petite agriculture.

Contenu

Session 1: La petite agriculture et sa diversité

Cadre théorique

Concept : la petite agriculture et les autres agricultures en Tunisie. Les catégories de la petite agriculture et les critères pour la caractérisation et l'identification des différents types d'agriculture.

Cadre méthodologique

La méthode de réalisation d'une typologie des agricultures.

Analyse, discussion, validation des produits du projet et recommandations

La typologie des PEA réalisés dans les trois Imadats.

Conditions de réalisation d'une typologie des PEA dans l'ensemble des territoires Tunisiens.

Prise en compte de la diversité de la petite agriculture dans les politiques publiques et dans les outils statistiques.

Session 2 : Stratégie de développement de la Petite agriculture : politiques sectorielles et intégration

Cadre théorique :

La notion de stratégie de développement : vision, objectifs, instruments : programme et politiques

Cadre méthodologique :

Les outils de la planification

Analyse, discussion,, validation des produits du projet et recommandations

Les axes d'amélioration pour la petite agriculture (propositions du projet). Les grandes orientations d'un programme de développement de la Petite Agriculture en Tunisie. Quel pacte social ? Quelles politiques publiques ? Quelle gouvernance ?

Session 3 : Politiques publiques pour la petite agriculture (Travail en groupe autour de 5 politiques publiques : politiques foncières, politiques d'investissement, politiques de crédit, organisation des producteurs, politiques de vulgarisation et de formation.

Cadre théorique:

Rôle et limites des politiques publiques. Les enjeux des différentes politiques publiques sectorielles.

Cadre méthodologique:

Comment intégrer les différentes politiques publiques dans un cadre global cohérent ?

Comment répondre aux besoins spécifiques des différentes agricultures ? Flexibilité de la mise en œuvre des politiques publiques.

Analyse, discussion, validation des produits du projet et recommandations

Les orientations des politiques publiques en fonction de la réponse aux besoins des différentes Petites Agricultures.

Session 4: Développement territorial, développement agricole, réforme institutionnelle et gouvernance. Politiques d'aménagement du territoire, politiques sociales, politiques de développement territorial.

Cadre théorique :

Le développement territorial comme outil de gouvernance :

Cadre méthodologique:

Les méthodes de mise en œuvre du développement territorial :

Analyse, discussion, validation des produits du projet et recommandations

Les grandes orientations d'une réforme institutionnelle : cogestion, décentralisation, intégration régionale...

Des opérations pilotes de développement territorial ?

Session 5 : Participation, Co-élaboration et Co-gestion

Cadre théorique :

Pourquoi la participation ? Les formes de la participation : intérêts, limites et contraintes.

Cadre méthodologique:

Les méthodes de la participation. Techniques et postures.

Analyse, discussion, validation des produits du projet et recommandations

Pour une culture de démocratie participative.

Annexes

Annexe 1 : Programme de l'atelier



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Projet TCP/TUN/350 2
« Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au
développement local »
**Atelier de restitution des résultats des diagnostics : micro-économique, institutionnel et
juridique de la petite agriculture**

26 et 27 Avril 2016, Hôtel Ramada Plaza- Gammarth

Mardi 26 avril 2016	
8h30 - 9h00	Accueil des participants et enregistrement
9h00 - 9h30	Allocution de bienvenue et Ouverture officielle de l'atelier : - Mr. Le Représentant du Bureau Sous Régional de la FAO pour l'Afrique du Nord - Mr. le Ministre de l'Agriculture des ressources hydrauliques et de la Pêche
9h30- 9h40	Présentation du projet : objectifs, approches, état d'avancement. Représentant du DGEDA
9h40 - 10h10	Petite agriculture et politiques publiques : revues d'expériences Mr Jean Philippe TONNEAU, CIRAD, Consultant FAO
10h10 - 10h30	Analyse diagnostique du cadre institutionnel de la petite agriculture en Tunisie Mr Salah TRIKI, Consultant FAO
10h30 - 11h00	Pause-café
11h00 - 11h20	Analyse diagnostique du cadre juridique de la petite agriculture en Tunisie Mr Mohamed DEROUICH, Consultant FAO
11h20 - 11h50	Analyse diagnostique des enquêtes socio-économiques des petites exploitations agricoles en Tunisie. Mr Mongi SGHAIER, Consultant FAO
11h50-13h00	Discussion
13h00 - 14h30	Déjeuner
14h30-15h00	Restitutions des propositions d'amélioration régionales, coordinateurs régionaux du projet : Jendouba, Kairouan et Gabès
15h00 - 16h00	Travaux des groupes :

	<p>Groupe 1 : Politiques et programmes de développement de la petite agriculture : axes d'améliorations globales et spécifiques ?</p> <p>Groupe 2 : Cadre institutionnel et juridique : axes d'améliorations globales et spécifiques?</p>
16h00-16h20	Pause-café
16h20-17h00	Suite des travaux des groupe
Mercredi 27 avril 2016	
09h00 - 10h30	Restitution et discussion des résultats des travaux des groupes
10h30 - 11h00	Pause-café
11h00 - 12h30	Travaux des groupes : par groupe de travail <ul style="list-style-type: none"> - <i>Elaboration d'une ébauche de plan d'action</i> - <i>Identification des besoins en renforcement de capacités</i>
12h30 - 13h00	<ul style="list-style-type: none"> - Restitution des résultats des travaux de groupe - Synthèse et clôture
13h00	Déjeuner et départ

Annexe 2 : Programme de la mission,**Du 25 au 29 Avril 2015**

Dimanche 24 avril	
Voyage Brighton-Londres-Tunis. Installation Préparation	
Lundi 25 Avril 2016	
10h30mn	Accueil de M.Jean Philippe Tonneau à la DGEDA/MARH Réunion à la DGEDA : M.Boubakar Karray (DG/DGEDA/MARH) M.Jean Philippe Tonneau, Expert international FAO (projet TCP/TUN/3502) M.Ahmed Bougacha (AFAOR (Programme)) Mme Nejia Hayouni (DGEDA/MARH) Mme Sabeh Ouni (DGEDA/MARH) M.Kamel Zaidi (DGEDA/MARH) Experts FAO (projet TCP/TUN/3502) Mme Nadia Ounalli (FAO, Politiques Agricoles) M. Mounir Majdoub (facilitateur atelier projet TCP/TUN/3502) Discussion des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• Déroulement de l'atelier• Animation des travaux des groupes• Finalisation des objectifs de l'atelier
14h30mn	<ul style="list-style-type: none">• Rencontres et entretiens avec les responsables de DGFIOP, APIA, DGFôret.....
Mardi et Mercredi 26 et 27Avril 2016	
Atelier de restitution des résultats du projet petite agriculture (programme joint)	
Jeudi 28 Avril 2016 : Conférence débat à l'ENA Tunis	
Politiques publiques et petite agriculture, stratégies de développement des petites exploitations agricoles	
Vendredi 29 Avril 2016	
10h	Réunion à la DGEDA: Débriefing de l'atelier M.Boubakar Karray M.Jean Philippe Tonneau M.Ahmed Bougacha Mme.Nejia Hayouni Mme Nassima Ayadi M. Kamel Zaidi Mme.Sabeh Ouni Mme Nadia Ounalli
14h30mn	Réunion d'évaluation de la mission et programme de travail pour le reste du projet
Samedi 30 avril	
Voyage Tunis/Montpellier	

Annexe 3

Petite Agriculture et politiques publiques : revues d'expériences

Jean-Philippe TONNEAU, CIRAD, Consultant FAD

Une analyse des politiques publiques en appui à la petite agriculture.

- Des politiques agricoles
 - Les politiques foncières
 - Les politiques d'appui à la profession
 - Les politiques de transferts publics et de subvention
 - Les politiques de services (recherche, vulgarisation, formation et développement, ...)
 - Les politiques d'investissement d'infrastructures rurales et territoriales ;
 - Les politiques de réglementations.
- Les politiques sociales
- Les politiques territoriales.

Revue des politiques publiques d'appui à la Petite Agriculture

- Un panorama
- Des focus sur deux pays :
 - Le Maroc, du fait de la proximité culturelle et géographique ; des choix proches sur la promotion d'une agriculture compétitive...
 - Le Brésil parce que le Brésil est devenu depuis 20 ans une référence en matière de petite agriculture

Des politiques publiques favorables à l'entreprise agricole

- Demande en produits agricoles très forte, alimentation versus bioénergie), mais à faible prix de vente.
- Des politiques nationales pour assurer l'insertion dans l'économie mondiale par l'agriculture et garantir aussi des devises.
 - Le modèle de l'agrobusiness au Brésil...
 - Le Plan Maroc vert...

Un monde agricole dual

- Des Entreprises rurales de plus en plus grande...
 - Concentration foncière mais aussi concentration en capitaux
 - La recherche de la productivité technique et économique.
- Une Petite Agriculture, de plus en plus petite ?
 - Morcellement et précarisation... Les sans terres ?
 - Une agriculture sociale et culturelle
- Des espaces agricoles d'aux
 - Espaces de l'entreprise : paysage de monoculture, mécanisé, peu peuplé.
 - Espaces de la petite agriculture, diversité, peuplé... mais marginalisé

La fin programmée de la petite agriculture ?

Des réalités plus complexes

- La diversité de la petite agriculture
- La nécessité de développer la petite agriculture
 - L'exode rural et les migrations de plus en plus difficiles : emploi et fermeture des frontières.
 - Utiliser toutes les potentialités.
- Des synergies entre Petite Agriculture et Entreprises
- Des créneaux de marché pour la Petite Agriculture
 - La technicité.
 - Une demande pour des produits sains et authentiques: marché de proximité et de qualité.
 - Les produits de niche.
- D'autres enjeux :
 - La sécurité et la souveraineté alimentaire
 - L'occupation du territoire

Le Brésil : la dualité de l'agriculture

- 5, 2 millions d'exploitations.
- 15 % de la population est rurale.
- 15 % de la population active dans le secteur agricole
- 85 % des exploitations sont des exploitations familiales (moins de 2 travailleurs permanents)
- Les exploitations familiales
 - 34 % de la population active
 - 38 % de la production agricole.
 - 70 % de l'alimentation.
 - 20 % de la valeur

Le Brésil : un dualité assumée

- Le Brésil c'est d'abord un projet d'Agro-Business. Les subventions pour l'AF ne représentent que 1/6 de celles de l'agrobusiness.
- Mais un projet pour l'agriculture familiale, reconnue, institutionnalisée
- Deux ministères : Agriculture familiale et Agriculture
- Un programme national pour l'Agriculture familiale
- Un projet accepté par la société : solidarité et relance de l'économie.

L'émergence du projet pour l'agriculture familiale

- L'échec de la modernisation de la petite agriculture dans les années 1980
 - Des programmes inadaptés,
 - Paternalisme, pas de prise en charge par la profession
- La fin de l'appui à l'agriculture familiale en 90 : des programmes sociaux et d'infrastructure.
- Des expériences de développement local...des réseaux... Des assises... Un mouvement...
- Des orientations pour un projet spécifique.

Un projet pour l'agriculture familiale : des orientations

- Un futur difficile : le handicap de la pauvreté et de la domination...
...Besoin d'une volonté politique et de politiques spécifiques
- Un futur plus rural qu'agricole basé sur ce qu'est la petite agriculture et les atouts :
 - la multifonctionnalité,
 - la pluriactivité.
- Un projet qui prend en compte et valorise la diversité
- Pour répondre à d'autres objectifs que la production de biens agricoles à bas prix
 - Sécurité alimentaire,
 - Préservation, occupation du territoire
- Un futur largement à inventer

Page 107/108/109

Une revendication politique

- Un projet formalisé grâce à l'implication des intellectuels, des chercheurs... au service du mouvement.
- Un projet porté par les syndicats... Très puissants car chargé de la gestion de la mutualité agricole.
- Un projet négocié avec le gouvernement fédéral qui avait une vision des enjeux territoriaux et sociaux.

Page 107/108/109

Le Pronaf et les politiques associées

- Un programme spécifique d'investissement agricole individuel avec partie subvention, partie crédit à taux réduit.
- Des politiques foncières.
 - La réforme agraire contestée
 - La sécurisation foncière
 - Le crédit foncier
- Des politiques sociales de revenus
 - Rente
 - Allocations familiales
- Un ensemble de politiques complémentaires :
 - Formation
 - Assurances
 - Recherches...

Page 107/108/109

Les difficultés

- La difficulté à quitter à sortir de l'agriculture.
 - Des projets encore trop liés à la productivité et à l'intensification : des financements pour les plus dotés en terre et en capitaux.
 - Peu de modifications des structures productives...
 - Peu de projets réellement innovants, porteur de changements. (pluriactivité, tourisme, AOC...)
- Des politiques sociales découpées : le risque du statut d'écoté.
- Les difficultés administratives.
- L'importance des politiques de développement territorial : articulation et réflexion sur des projets adaptés à la réalité.

Page 107/108/109

Que retenir ?

- Un programme né de la volonté du mouvement syndical agricole.
- Un programme inspiré par des expériences locales, références, documentées par la recherche.
- Une alliance positive entre mouvement, ONGS, institutions de l'Etat et académiques : une grande capacité de propositions.
- Un programme coordonné et d'agrégation de politiques...
- Un programme unitaire « l'Agriculture familiale » mais une reconnaissance de la diversité des projets.
- Un programme qui mobilise la recherche : nombreuses productions de connaissances : analyse, évaluation, débat...

Page 107/108/109

Le Maroc : une agriculture duale

- 1,5 millions d'exploitations.
- 49 % de la population est rurale.
- 40 % de la population active dans le secteur agricole
- 90 % des exploitations sont des exploitations familiales. 70 % ont moins de 5 ha.

Page 107/108/109

Un dualité non totalement reconnue

- La dualité de l'agriculture reconnue mais non institutionnalisée.
- Le plan Maroc vert :
 - un grand programme de développement de l'agriculture comme un tout.
 - Un projet d'insertion aux marchés
- La dualité territoriale reconnue.

Page 107/108/109

Le Plan Maroc Vert

- Une stratégie d'insertion de la Petite Agriculture dans le secteur de l'exportation, au moins pour les zones les plus productives.
- Le modèle de l'agrégation: des investissements collectifs pour éviter la concentration foncière
- Un programme, le Plan Maroc Vert, récent, avec peu de recul.
- Un programme, uniquement agricole.
- Des réformes foncières en préparation pour plus de flexibilité

Page 107/108/109

Des risques pour la petite agriculture ?

- Les risques du modèle de l'agrégation ?
 - La Petite Agriculture disparaît ? Salarial et concentration foncière.
 - Un succès possible dans les zones les plus riches, lieux d'investissements des entreprises... Les autres zones ?
- Peu de projets réellement innovants, porteur de changements. (pluriactivité, tourisme, AOC...)
- Peu de coordination territoriale.

Page 107/108/109

Que retenir ?

- Un projet d'Etat, avec peu de concertation : faiblesse des organisations.
- Un projet strictement agricole
- Peu de projets réellement innovants, valorisant les atouts de la petite agriculture (pluriactivité, tourisme, AOC...)
- Peu de coordination territoriale.

Page 13/17 (16/08/2016)

Efficacité des politiques d'appui pour la petite agriculture ?

- Ancrage dans les expériences locales, dans la réalité.
- Capacité de propositions et portage syndical.
- Volonté politique de l'Etat se traduisant par des moyens.
- Une stratégie claire : qui et quoi ?
- Des programmes coordonnés de politiques agricoles (Fondier, Organisation, Financement, Formation, Infrastructures) mais aussi sociales et d'infrastructures.
- L'adaptation aux réalités locales
- Une dimension d'expérimentation nécessaire pour utiliser des possibilités.
- L'importance de la production de connaissance.

Page 13/17 (16/08/2016)

Merci pour votre attention

Annexe 3

Politiques publiques et petite agriculture, stratégies de développement des petites exploitations agricoles

Jean Philippe TONNEAU, CIRAD, Consultant FAD

Stratégie

- Une vision : ce que sera la Petite Agriculture à 10 ans.
- Un ensemble d'objectifs.
- Des moyens, en particulier, les politiques publiques

Page 13/17 (16/08/2016)

S'inspirer des expériences d'ailleurs

- Un panorama des politiques publiques dans le monde
- Un focus sur trois pays :
 - La France des années 60 avec un projet de transformation de la Petite Agriculture en exploitation moyenne.
 - Le Maroc, avec un projet d'insertion de la Petite Agriculture dans le marché, en association avec les entreprises privées.
 - Le Brésil parce qu'il a choisi une stratégie de développement de petite agriculture familiale

Page 13/17 (16/08/2016)

Développer la petite agriculture ?

- Un choix fort.
- Je ne vais pas parler de la disparition de la petite agriculture, disparition programmée du fait des évolutions du marché.
- Je ne vais parler de sa transformation en Exploitation familiale moyenne moderne.
- Je vais parler de son développement.

Page 13/17 (16/08/2016)

Pourquoi développer la petite agriculture ?

- Une nécessité : la ville n'est pas capable d'absorber les populations rurales.
- Une conviction : la Petite Agriculture peut contribuer au développement durable en répondant à des objectifs autre que celui de la production de biens agricoles bon marché.
 - La sécurité alimentaire,
 - L'emploi,
 - Une certaine équité,
 - Une agriculture environnementale....

Page 13/17 (16/08/2016)

Développer la petite agriculture

- Difficile : le handicap de la pauvreté et de la domination
- Son développement ne peut que sortir des sentiers battus.
- S'appuyer sur ses qualités et ses atouts, ... La connaître et la promouvoir
- Inventer une autre modernisation
 - S'inspirer des expériences d'ailleurs,
 - Expérimenter....

Page 13/17 (16/08/2016)

Petite agriculture ? Qui est de petite agriculture ?

- Les critères pour définir la petite agriculture :
 - Petite superficie ?
 - Faible dotation en capitaux : monétaire, technique, humain, social, ... ?
 - Vulnérabilité ?
 - Faible productivité ?
- Des critères relatifs...
 - Qui dit petit, dit grand...
 - La Petite Agriculture se définit en fonction des autres formes d'agriculture
 - La petite agriculture est ...Agriculture familiale, paysan, fermiers, laboureurs...
- Des critères objectifs ?

Page 13/17/2016/2017

Une méthode

- Partir de la diversité des formes d'agriculture.
- Faire une typologie. Des critères :
 - Le statut
 - L'accès aux ressources : quantité, sécurité d'accès aux ressources,
 - La capacité d'investissement (plus ou moins de capital d'exploitation).
 - Le type d'insertion dans le marché (de l'autosuffisance par une production diversifiée à la spécialisation en mono-spéculation).
- Définir ce qui est Petite Agriculture

Page 13/17/2016/2017

Diversité des agricultures

- Sans terres
- Métayers
- Les occupants sans droits
- L'agriculture familiale
- L'agriculture patronale
- L'entreprise rurale

Page 13/17/2016/2017

La France après la guerre

- L'agriculture française : une agriculture de petits agriculteurs.
 - Une moyenne nationale de 15 ha et près de 80% des exploitations ont moins de 20 hectares.
 - Une agriculture peu productive.
 - une population agricole nombreuse (6, 2 millions en 1965) et âgée.
 - Une population pauvre (plus pauvre que la moyenne nationale)

Page 13/17/2016/2017

Des organisations syndicales actives

- Une insatisfaction en particulier des jeunes agriculteurs.
- Des initiatives locales : Banques associatives, CUMA, solidarité.
- Une revendication syndicale qui s'organise en force de proposition.

Page 13/17/2016/2017

Un projet

- La modernisation
- Le choix de l'exploitation agricole moyenne à deux actifs. Ni entreprise, ni petite agriculture.
- La Co-gestion syndicat/gouvernement

Page 13/17/2016/2017

Des politiques coordonnées

- Une politique foncière :
 - contrôle des seuls : surface minimum d'installation ; surface maximum ;
 - les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) : le rachat des terres et installation des jeunes agriculteurs ; le remembrement ;
- Des aides à l'investissement individuel et collectif.
- Des politiques de transfert et de subvention : la PAC

Page 13/17/2016/2017

Des politiques coordonnées

- La formation : les lycées agricoles et la formation continue
- Les services : les chambres d'agriculture, des coopératives, les service de l'état
- Une politique de recherche
- Des politiques sociales : les retraites
- Des politiques territoriales :

Page 13/17/2016/2017

Une modernisation réussie

- La disparition de la petite agriculture.
 - La moyenne passe de 15 h à 80 h
- Une augmentation de la production et des rendements par 4...
- Une agriculture exportatrice
- Des prix agricoles qui baissent
- Des revenus qui s'accroissent

Page 13/17/2016/2017

Les limites du succès

- La concentration foncière
 - Densification drastique du nombre d'exploitations
 - Dénaturation de l'emploi
- Un exode rural généré par les besoins en main d'œuvre (6,2 millions en 1965 ; moins de 500 000 en 2016).
- Compétitivité et recherche de productivité. Dans un contexte de compétitivité, l'entreprise agricole s'impose.

Un paradoxe : des politiques qui fonctionnent si bien que la petite agriculture et l'exploitation moyenne disparaissent.

Page 13/17/06/2016

Un modèle à bout de souffle

- La spéculation foncière
- Un dispositif surdimensionné et peu efficace
- Les coopératives : des logiques de marché...
- La difficulté à répondre aux nouveaux besoins
 - Le Bio et la nouvelle consommation : recours aux importations
 - La production de qualité à l'exportation : les limites des AOC... Le moyen de gamme...

Page 13/17/06/2016

Que retenir ?

- Le poids de la profession et de la proposition
- L'importance des expériences locales
- Un projet unitaire qui éraseient la diversité : le manque de flexibilité
- Un modèle non répliquable :
 - le coût social de l'exode rural
 - un environnement qui a changé : la dualité des agricultures
- Des éléments de méthode :
 - concertation et Co-gestion
 - intégration des politiques

Page 13/17/06/2016

Le Maroc : une agriculture duale

- 1,5 millions d'exploitations.
- 49 % de la population est rurale.
- 40 % de la population active dans le secteur agricole
- 90 % des exploitations sont des exploitations familiales. 70 % ont moins de 5 ha.

Page 13/17/06/2016

Une dualité non totalement reconnue

- La dualité de l'agriculture reconnue mais non institutionnalisée.
- Le plan Maroc vert :
 - un grand programme de développement de l'agriculture comme un tout.
 - Un projet d'insertion aux marchés
- La dualité territoriale reconnue.

Page 13/17/06/2016

Le Plan Maroc Vert

- Une stratégie d'insertion de la Petite Agriculture dans le secteur de l'exportation, au moins pour les zones les plus productives.
- Le modèle de l'agrégation: des investissements collectifs pour éviter la concentration foncière
- Un programme, le Plan Maroc Vert, récent, avec peu de recul.
- Un programme, uniquement agricole.
- Des réformes foncières en préparation pour plus de flexibilité

Page 13/17/06/2016

Des risques pour la petite agriculture ?

- Les risques du modèle de l'agrégation ?
 - La Petite Agriculture disparaît ? Salarier et concentration foncière.
 - Un succès possible dans les zones les plus riches, lieux d'investissements des entreprises... Les autres zones ?

Page 13/17/06/2016

Que retenir ?

- Un projet d'Etat, avec peu de concertation : faiblesse des organisations.
- Un projet strictement agricole
- Peu de projets réellement innovants, valorisant les atouts de la petite agriculture (pluriactivité, tourisme, AOC...)
- Peu de coordination territoriale.

Page 13/17/06/2016

Le Brésil : la dualité de l'agriculture

- 5,2 millions d'exploitations.
- 15 % de la population est rurale.
- 15 % de la population active dans le secteur agricole
- 85 % des exploitations sont des exploitations familiales (moins de 2 travailleurs permanents)
- Les exploitations familiales
 - 74 % de la population active
 - 38 % de la production agricole.
 - 70 % de l'alimentation.
 - 20 % de la valeur

Page 13/17/06/2016

Le Brésil : un dualité assumée

- Le Brésil c'est d'abord un projet d'Agro-Business. Les subventions pour l'AF ne représentent que 1/6 de celles de l'agrobusiness.
- Mais un projet pour l'agriculture familiale, reconnue, institutionnalisé
- Deux ministères : Agriculture familiale et Agriculture
- Un programme national pour l'Agriculture familiale
- Un projet accepté par la société : solidarité et relance de l'économie.

Page 12/19/10/2016

L'émergence du projet pour l'agriculture familiale

- L'échec de la modernisation de la petite agriculture dans les années 1980
 - Des programmes inadaptés,
 - Paternalisme, pas de prise en charge par la profession
- La fin de l'appui à l'agriculture familiale en 90 : des programmes sociaux et d'infrastructure.
- Des expériences de développement local...des réseaux...Des assises...Un mouvement...
- Des orientations pour un projet spécifique...

Page 13/19/10/2016

Un projet pour l'agriculture familiale : des orientations

- Un futur difficile : le handicap de la pauvreté et de la domination...
 - Besoin d'une volonté politique et de politiques spécifiques
- Un futur plus rural/agricole basé sur ce qu'est la petite agriculture et ses atouts :
 - la multifonctionnalité,
 - la pluriactivité,
- Un projet qui prend en compte et valorise la diversité
- Pour répondre à d'autres objectifs que la production de biens agricoles à large échelle
 - Sécurité alimentaire,
 - Préservation, occupation du territoire
- Un futur largement à inventer

Page 14/19/10/2016

Une revendication politique

- Un projet formalisé grâce à l'implication des intellectuels, des chercheurs... au service du mouvement.
- Un projet porté par les syndicats... Très puissants car chargé de la gestion de la mutualité agricole.
- Un projet négocié avec le gouvernement fédéral qui avait une vision des enjeux territoriaux et sociaux.

Page 15/19/10/2016

Le Pronaf et les politiques associées

- Un programme spécifique d'investissement agricole individuel avec, partie subvention, partie crédit à taux réduit.
- Des politiques foncières
 - La réforme agraire contrôlée
 - La sécurisation foncière
 - Le crédit foncier
- Des politiques sociales de revenus
 - Retraite
 - Allocations familiales
- Un ensemble de politiques complémentaires :
 - Formation
 - Assurances
 - Recherches...

Page 16/19/10/2016

Les difficultés

- La difficulté à quitter à sortir de l'agriculture
 - Des projets encore trop liés à la productivité et à l'intensification : des financements pour les plus dotés en terre et en capitaux.
 - Peu de modifications des structures productives...
 - Peu de projets réellement innovants, porteur de changements (pluriactivité, tourisme, AOC...)
- Des politiques sociales découplées : le risque du statut d'assisté.
- Les difficultés administratives.
- L'importance des politiques de développement territorial : articulation et réflexion sur des projets adaptés à la réalité.

Page 17/19/10/2016

Que retenir ?

- Un programme né de la volonté du mouvement syndical agricole.
- Un programme inspiré par des expériences locales, références, documentées par la recherche.
- Une alliance positive entre mouvement, ONGs, institutions de l'Etat et académiques : une grande capacité de propositions.
- Un programme coordonné et d'agrégation de politiques...
- Un programme unitaire « l'Agriculture familiale » mais une reconnaissance de la diversité des projets.
- Un programme qui mobilise la recherche : nombreuse production de connaissances : analyse, évaluation, débat...

Page 18/19/10/2016

Efficacité des politiques d'appui pour la petite agriculture ?

- Ancrage dans les expériences locales, dans la réalité.
- Capacité de propositions et portage syndical.
- Volonté politique de l'Etat se traduisant par des moyens.
- Une stratégie claire : qui et quoi ?
- Des programmes coordonnés de politiques agricoles (Foncier, Organisation, Financement, Formation, Infrastructures) mais aussi sociales et d'infrastructures.
- L'adaptation aux réalités locales
- Une dimension d'expérimentation nécessaire pour utiliser des possibilités.
- L'importance de la production de connaissance.

Page 19/19/10/2016

Merci pour votre attention